



Compétitivité 2017-19

Ce sont des embauches et des moyens qu'il faut, Pas du travail le samedi !

Embauches insuffisantes + hausse de la charge de travail : c'est en nous faisant travailler plus, y compris les samedis, que la direction voudrait faire passer la charge

Lors de la réunion du 4 novembre, dans le cadre de la Compétitivité 2017-19, la direction a annoncé 1000 embauches par an pendant 3 ans. 3000 embauches, c'est d'ailleurs la somme de ce qui a finalement été annoncé sur la période 2013-16. Les embauches concerneraient pour moitié les usines et pour moitié l'ingénierie/tertiaire. Un niveau de 1500 embauches en 3 ans dans l'ingénierie/tertiaire (soit moins de 5% de l'effectif par an environ), cela devrait tout juste compenser les départs. Et encore, c'est parce que les Dispenses d'Activité (DA) sont bloquées et que beaucoup de

salariés qui feront valoir leur droit à la retraite entre 2017 et 2019 ont déjà pris la DA !

Cela voudrait dire que la hausse de la charge de travail que la direction chiffre à +20% entre 2017 et 2019 ne donnerait pas lieu à une augmentation des effectifs mais serait assurée par une hausse de notre flexibilité et de la sous-traitance !

Un projet de modulation loin d'être abandonné

Car, si la direction a préféré placer la suite des discussions sur la modulation de notre temps de travail dans des échanges syndicat par syndicat (diviser pour mieux régner ?), rien n'indique que ce projet soit abandonné. Pour rappel, il

permettrait à la direction de :

- allonger les journées de travail d'1h30 maximum ou nous faire travailler le samedi sans nous payer plus (pendant 6 mois au maximum)
- nous faire récupérer ces heures quand ça l'arrange (en période « basse »)
- imposer ces horaires par « secteur » (une direction, un service, une UET, un projet, une mission, un plateau-projet ?)

Après chaque réunion centrale, la direction organise une réunion de redescende locale. Lors de l'une d'elle, le responsable des relations sociales de Lardy a été clair : l'ingénierie est aussi concernée par ce projet.

L'incompréhension et la colère sont grandes parmi les salariés

« Pas d'augmentation de salaire, pas de moyens pour bosser, pas d'embauches pour baisser la charge. Et maintenant, il faudrait qu'on travaille plus sans gagner plus, et quand ça leur chante ? Qu'est-ce qu'ils veulent de plus ? ».

« Pourquoi font-ils ça ? Tout va bien. La MOP est à 6%,

Ghosn gagne déjà 15 millions et va toucher encore plus avec Mitsubishi,... ».

« Pour les missions MAP conditions extrêmes, qui va accepter le poste si les heures supplémentaires et les samedis travaillés là-bas peuvent ne plus être payés ? ». « Qu'est-ce qui attend les plateaux projets avec cette possibilité de modulation du temps de travail ? ».

« Ils n'en ont pas assez de pourrir nos conditions de travail, ils veulent aussi empiéter sur nos week-ends ? ». « La direction va me payer les frais de garderie quand je viendrai récupérer mon môme à 18h le soir ? ». « Comment on va faire pour planifier nos week-ends ? C'est Renault qui remboursera les billets des trains qu'on ne pourra pas prendre ? ».

Certains préfèrent en rire mais... jaune : « Bon week-end et profite bien de ton samedi, parce que l'année prochaine... ».



La douche froide de l'arrêt de la DA

La direction se félicite de maintenir les effectifs dans l'ingénierie. Mais c'est en grande partie un écran de fumée lié à l'arrêt des Dispenses d'Activité. Dans les 3 années à venir, une partie de ceux qui feront valoir leur droit à la retraite à Lardy sont déjà plus présents puisqu'en DA...

En revanche, ceux qui, à quelques mois près, n'ont pas le droit à la DA se sentent floués. En quelques jours, leur âge de départ effectif a pu reculer de 3 ans, voire de 5 pour les carrières longues ! Une partie d'entre eux s'est réunie il y a 10 jours et propose une réunion à tous les salariés de Lardy qui se sentent concernés par la DA et qui veulent agir pour que cela change.

**Pour le maintien de la DA
et l'application réelle du principe 1 départ = 1 embauche
RDV lundi 14 novembre de 12h à 13h30 dans la salle du CE**

Dans les usines, c'est une nouvelle baisse des effectifs qui se profile

Dans les usines, avec le maintien des DACS, les 1500 embauches sur 3 ans ne seront pas de nature à remplacer les départs. A Renault SAS, fin 2015, il y avait 2000 APR de plus de 55 ans qui n'avaient pas encore pris le DACS. Il faut y ajouter tous ceux des filiales (Maubeuge, Sovab, Fonderie de

Bretagne,...) qui sont dans le cadre de l'accord.

La direction annonçant dans le même temps une baisse importante de l'intérim (-50%), cela veut dire, en plus, qu'il y aurait 4500 intérimaires en moins en 2019. Et cette baisse de l'intérim ne correspond pas à des embauches massives sur des contrats stables : la direction ne s'engage à aucun chiffre d'embauche d'intérimaires. La baisse de leur nombre correspond plutôt à la hausse de la productivité qu'elle espère atteindre (en passant de 65 véhicules / salarié / an à 90) tout en maintenant une production identique en France.

Ce gain de productivité, c'est en partie par la hausse de la flexibilité, par le travail gratuit obligatoire, par les samedis imposés et non payés, que la direction veut l'obtenir.

Flexibilité



Bésot

DA arrêtée, travail gratuit obligatoire, samedis travaillés et non payés, maintenant il y en a assez ! Assez de ces sacrifices que la direction voudrait nous imposer à coup de chantage. Nos samedis, ils sont à nous, hors de question de les laisser au bon vouloir de la direction.

Ils n'en auront jamais assez et continueront à nous pondre des accords de compétitivité tous les 3 ans si nous ne les arrêtons pas. Nous étions déjà 130 à débrayer à Lardy jeudi 27 octobre, 350 à Cléon, plus de 200 au Mans et à Flins. Nous devons augmenter notre mobilisation pour exprimer nombreux nos désaccords avec ce projet et faire pression sur la direction pour qu'elle retire définitivement toute modulation du temps de travail.

Un appel à la grève est prévu sur le Groupe le mardi 15 novembre.

Mobilisons-nous nombreux et déterminés contre le projet de modulation et pour un véritable plan d'embauches (300 embauches à Lardy et 9000 sur le périmètre de l'accord).

Une intersyndicale centrale est prévue aujourd'hui. A Lardy, nous avons convié à une réunion demain toutes les organisations syndicales pour savoir si elles se joignent à cet appel.